

## Lumières dans l'Ombre de l'Iran

---

Un livre récent, *Lumières et anti-Lumières en Iran* (2026), m'invite à dresser un bref portrait – géo-sociopolitique, culturel et religieux de ce pays-empire. Les auteurs, Stéphanie Roza et Amirpasha Tavakkoli, ont en effet le mérite de situer la problématique actuelle de « L'empire des roses » dans une perspective séculaire et de nous en dresser une histoire succincte pour mieux saisir le présent. Ce livre de trois cent pages est fouillé, documenté, même s'il est parfois un peu « francocentré » comme donne à penser son titre binaire. On s'étonnera de l'absence de références à des auteurs qui ont déployé des analyses profondes sur l'histoire politique de la religion ou, plus précisément et régionalement, sur l'islam politique et les Frères musulmans (dont Sayyid Qutb). L'ouvrage est cependant extrêmement instructif et riche en informations, constituant une excellente base pour comprendre l'avènement de la République islamiste et tenter d'entrevoir l'avenir de ce peuple aujourd'hui martyr – dans l'indifférence quasi générale de la gauche militante. Je me limiterai à son parcours mal connu qui se déploie sur un petit siècle, entre 1906 et 1979, sous les menaces des empires coloniaux : la Russie, la Grande-Bretagne. Et ensuite les États-Unis.

*« Ce dont la nation a besoin, c'est d'une république islamique. Pas d'une république démocratique ni d'une république démocratique islamique. N'utilisez pas ce terme occidental de "démocratique". Ceux qui en appellent à une république démocratique ne savent rien de l'islam ».*

Khomeiny, déclaration avant l'organisation du référendum de 1979

La particularité iranienne soulignée d'entrée de jeu par les auteurs et qui constitue l'objet central de leur ouvrage, est la *singularité historique moderne* de ce pays-empire. L'Iran fut en effet le premier pays musulman « à avoir connu une révolution constitutionnaliste au début du XX<sup>e</sup> siècle, inaugurant son entrée dans la modernité politique » (toutes les citations, sauf mention contraire, sont extraites du livre recensé). Ce fut la « révolution constitutionnelle » (1905-1911), instaurant un parlement, le *Majlis*, qui vit voter des réformes « qui paraissaient inimaginables au XIX<sup>e</sup> siècle » – nous y reviendrons. Cependant, l'Iran fut aussi le premier pays musulman « à avoir connu une révolution islamique, ayant conduit en 1979 à l'avènement d'une dictature théocratique » toujours en place quarante-sept ans plus tard. Ou, en d'autres mots, d'être passé en un petit siècle d'une « révolution de l'autonomie » à une « révolution de l'hétéronomie », cette dernière étant inspirée par l'idéologue majeur des Frères musulmans : Sayyid Qutb. Révolution et contre-révolution, donc.

Mais, entre ces deux pôles, le pays avait également connu une *seconde modernisation*, la « révolution blanche » dans les années 1960, imposée d'en haut sur le modèle d'Atatürk par le Chah Mohammed Reza, le fils de Reza Chah qui avait détrôné la dynastie qâdjâre en 1924. Ce qui nous fait trois « révolutions » en un siècle, deux modernisatrices et une

islamiste en réaction à la dictature de Mohammed Reza sur laquelle nous reviendrons. Le tout dans le contexte des impérialismes russe et anglais.

Est-ce à dire que la révolution islamique de 1979 fut un simple « retour en arrière » vers une société politique, religieuse et morale semblable à celle d'avant la « révolution constitutionnelle » de 1905 et la « révolution blanche » de Mohammed Reza ? Pas vraiment, et c'est précisément sur ce point que le livre de Roza et Tavakkoli nous instruit très utilement, car les parentés et confluences avec la même période en Europe ne sont pas négligeables, même si le miroir n'est pas sans offrir d'instructives différences. C'est aussi pour cela que nous en rendons compte dans ces pages. Commençons par la première révolution, celle de 1905.

### L'ombre d'Allah

L'Iran du XIX<sup>e</sup> siècle était une monarchie de droit divin – principe politique dont les origines sont bien antérieures à l'islam – dirigée par la dynastie qâdjâre (1779-1924). Avec la conquête arabe (bataille d'al-Qadisiyya, 636) et l'introduction de l'islam en Iran au septième siècle de notre Ère, la notion de droit divin s'était islamisée. Le roi est décrété « l'ombre de Dieu » choisie par Allah comme en témoigne cet enregistrement d'un discours de Mozaffaredine Chah datant de 1905. Il y dit notamment : « Si Dieu le veut, tant Dieu que *son ombre, c'est-à-dire nous*, vous récompenseront. » (je souligne). C'est dès lors une monarchie de droit divin musulman et non pas chrétien, comme en Europe. C'est une différence non négligeable et qui peut expliquer beaucoup de choses, ce que ne soulignent malheureusement pas les auteurs.

Néanmoins, les souverains persans, lors de leurs voyages en Europe (le premier sera Nassereddine Chah en 1873) au XIX<sup>e</sup> siècle, se rendirent compte que notre continent « s'était grandement différencié du reste du monde » au niveau technoscientifique et militaire, mais aussi politique, sociétal et religieux. Un constat similaire avait été fait à la même époque par les Japonais, qui avaient envoyé des missions en Europe et aux USA pour percer leurs secrets. D'autres le firent aussi, comme Pierre le Grand, avec des succès divers. *On ne transplante pas la modernité occidentale facilement et encore moins en un clin d'œil, c'est bien connu.* Un des obstacles principaux, nous y reviendrons, est le rapport du politique à « la religion » combinée à l'histoire longue du pays. *Bien souvent, c'est l'aspect technoscientifique et militaire qui est importé et/ou copié, mais pas le soubassement culturel qui l'a rendu possible.* Nous le voyons bien aujourd'hui, notamment en Russie et en Chine.

Le roi (ou chah) « définit sa vocation de *guide du peuple d'Iran* comme une *mission céleste*, qui lui a été transmise par ses pères ». Les lois iraniennes s'inspirent de la charia et « il n'existe aucun contre-pouvoir séculier dans la configuration politique des Qâdjârs : le pouvoir est associé à la personne du roi et lui seul peut le transmettre à son héritier ». Mais *le clergé chiite légitime le pouvoir des rois* et il va prendre un rôle politique de plus en plus important au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, contrairement au clergé catholique en France (point de comparaison principal, voire unique, dans tout le livre). Le chiisme est religion d'État

depuis les Safavides (1501-1736) et le clergé (dont les mollah) tient ses revenus du *khom* (sorte de dîme) et de la *zakat* (aumône légale). Les commerçants du bazar en sont les plus gros contributeurs.

Le clergé chiite est hiérarchisé : le *mollah*, l'*hodjatolislam* (« preuve de l'islam »), l'*ayatollah* (« signe d'Allah ») et le *grand ayatollah* qui a une fonction « similaire à celle du pape ». Ses prescriptions « ont force de loi pour toute la communauté chiite », ce qui en fait un « concurrent direct du chah ». *Le roi Nassereddine Chah, le premier à avoir voyagé en Europe en 1873, sera assassiné par un mollah en 1896.* Comme le soulignent les auteurs, le point d'achoppement principal sera *la sécularisation des institutions et la soumission des monarques aux puissances étrangères.* Comme on peut le deviner, les deux vont souvent de pair et s'articulent dans le contexte de l'influence culturelle et de l'impérialisme économique de ces puissances qui sont occidentales (Russie, Grande-Bretagne, France). Inutile de dire que cet aspect est toujours d'actualité, mais cette fois avec Israël et les États-Unis (sans doute moins au niveau culturel).

De nombreuses concessions (eau, pétrole, forêts) sont progressivement accordées à ces puissances dans le contexte d'une situation économique très difficile, avec notamment les famines de 1871 et 1917. L'Anglo-Persian Oil Company (APOC) est constituée en 1909 et deviendra l'enjeu central des relations entre l'Iran et la Grande-Bretagne. Cet aspect géo-économique distingue radicalement l'Iran de la France (et de l'Europe en général). Les comparaisons que font souvent les auteurs entre la France et l'Iran, surtout sur l'axe « Lumières/anti-Lumières », sont traversées par une distinction fondamentale : autant sur l'axe politico-culturel qu'économique, l'Iran est en situation de sujétion quasi-coloniale. *Ni la révolution des « Lumières », ni la puissance techno-scientifique ne sont des phénomènes endogènes à l'Iran. Ils sont importés ou imposés.* Le tout dans un contexte national-impérial complexe, au sein duquel les Perses proprement dits ne constituent pas la totalité de la population (minorités arabe, azérie, kurde, juive, arménienne, baloutche, turkmène, assyro-chaldéenne, etc.). Cette situation pèsera de tout son poids sur les évolutions futures du pays, et notamment celle de 1979.

### **Des Lumières persanes à la révolution de 1905**

Les « Lumières persanes », si l'on peut employer cette projection, sont initiées notamment par le voyage de Nassereddine Chah en 1873, et le compte-rendu qu'il en fit : *Journal de voyage en Europe du shâh de Perse.* Plusieurs intellectuels, comme ailleurs, vont s'interroger sur les causes des retards de l'Iran par rapport à l'Europe occidentale dans les domaines concernés, technoscientifiques et sociétaux. C'est notamment[1] la même interrogation que celle des Japonais et à la même époque. D'autant que l'Empire du soleil levant est également menacé par des puissances étrangères, les États-Unis dans son cas, mais l'issue sera totalement différente – si l'on excepte la période de totalitarisme militaire entre 1937 et 1945. Le Japon est aujourd'hui une démocratie (imparfaite comme elles le sont toutes – laissons « l'ambition du définitif » aux totalitarismes).

Ces intellectuels sont pour la plupart « francophiles, francophones et francs-maçons ». Curieusement, les plus notoires cités par les auteurs sont *iraniens* mais pas *persans*. Mirza Malkom Khan (1834-1908) est arménien, Abd al-Rahim Talibov (1834-1911) est azéri tout comme Mirza Fatali Akhoundov (1812-1878), qui est cependant persanophone. Le premier a fondé une loge maçonnique, le second est admirateur de Rousseau et le troisième, de culture chiite, est un des premiers à s'affirmer ouvertement non croyant et prône la séparation entre religion et politique, invente la notion de « protestantisme islamique » (plus en phase avec la modernité démocratique que la catholicisme et, bien évidemment, que l'orthodoxie russe). Malgré la répression de la dynastie qâdjâre (des intellectuels modernistes sont pendus en place publique, la presse est censurée ou soumise à une autorisation préalable), les idées démocratiques se diffusent et préparent la révolution de 1905.

Ce mouvement multiforme débouche sur le premier parlement iranien, le *Majlis*, en 1906. Les constitutionnalistes votent une série de lois avant que le parlement ne soit dissous en 1908 par Mohammad Ali Chah (qui abolit également les lois). On ne peut s'empêcher de faire un parallèle avec la révolution russe contemporaine de 1905 et la constitution du premier parlement, la *Douma d'État*, également proclamée en 1906, qui aura une existence éphémère, car dissoute par l'Empereur en 1907. Les auteurs font d'ailleurs la rapprochement, dans le cadre des menaces que fait peser l'Empire russe sur l'Iran. « Cerise sur la gâteau », la Russie est en guerre avec le Japon, ce qui aboutira à la défaite navale humiliante de Tsushima (mai 1905), la même année que la première révolution russe. Force est de constater que les « macaques » japonais (qualificatif utilisé par les Russes) ont bien intégré les technologies militaires occidentales. Ce sera la première défaite européenne par une armée non occidentale.

Retenons dès lors qu'il s'agit d'un phénomène géopolitique global, à la fois pour contrer la puissance (économique, militaire) de l'Occident et pour s'inspirer de la transformation culturelle, politique et *in fine* politico-religieuse des pays occidentaux pour accéder à la même puissance. Mais, tout comme en Europe (et d'une autre manière aux USA), les sociétés concernées « *sortent de la structuration religieuse hétéronome à reculons* » (Gauchet) par une série de révolutions et de contre-révolutions qui se succèdent et, parfois, s'interpénètrent. Le cas de l'Iran est évidemment emblématique dans la mesure où ce mouvement débouchera sur la révolution islamique de 1979, inspirée par l'idéologue le plus radical (et donc le plus hétéronome) de l'islamisme, Sayyid Qutb.

Revenons en Iran, même si ce sont les « brigades cosaques persanes » qui bombardent le *Majlis* en 1906. Le futur Chah fondateur des Pahlavi qui détrônera la dynastie qâdjâre en 1925, Reza Khan Mir-Panj, était d'ailleurs un officier de cette armée cosaque qui constituait la garde de la famille royale d'Iran, fondée en 1879 après un voyage du Chah en Russie. Elle fut commandée par des officiers russes jusqu'à la révolution de 1917. La garde cosaque du Chah qâdjâre sera aussi la gardienne du pouvoir monarchique, soit, si j'ose dire, « gardienne de la contre-révolution ». Le fondateur de la dynastie des Pahlavi en sera issu, et son fils, le Chah

Mohammed Reza, sera une des causes majeures de la révolution islamiste. Tout comme l'autocrate Tsar Nicolas II pour les révolutions de 1917. Les ressemblances et parfois synchronies sont significatives.

### **Après la première révolution, 1911-1941**

La révolution réprimée une première fois, le clivage idéologique principal demeure : les libéraux d'un côté, le clergé chiite de l'autre – et le Chah en tiers. Le nouveau Code civil adopté en 1906 l'est par une assemblée divisée en ordres. Royauté, noblesse, clergé, *bazar*, armée et propriétaires terriens y occupent une place spécifique. Les membres du clergé ont, eux, un droit de veto. Il s'agit donc d'une « révolution démocratique » sous contrôle religieux, tout comme le régime islamiste aura un parlement (toujours nommé *Majlis*) et un président élu au suffrage universel, mais sous la férule du Guide suprême, le souverain religieux inspiré d'Allah.

Après sa dissolution en 1908, un second parlement est élu en 1909 suite à une marche sur Téhéran des constitutionnalistes en provenance des zones urbaines. Mohammad Ali Chah, de la dynastie qâdjâre, est destitué et son fils Ahmad Chah lui succède à l'âge de 11 ans. Il sera le dernier de la dynastie. Reza Khan Mir-Panj (le premier des Pahlavi) devient son premier ministre en 1923, puis empereur en avril 1926. C'est la fin de « l'empire des Roses » (1789-1925) des qâdjâres et le début de la dynastie des Pahlavi (Reza Chah Pahlavi suivi de Mohammad Reza Pahlavi ; les noms sont presque identiques) qui entretiendra des relations ambiguës avec les libéraux. Reza Chah veut moderniser le pays « par le haut » en prenant Atatürk comme modèle. Notons que les qâdjâre d'origine turkmène étaient turcophones alors que les Pahlavi sont persanophones.

Reza Chah durant son règne (1926-1941) veut à la fois moderniser le pays et restaurer le pouvoir impérial. Ses réformes sont nombreuses, entre libéraux et clergé chiite : dispositifs de santé, mobilité, enseignement, monnaie, occidentalisation des tenues vestimentaires, interdiction du tchador, valorisation de l'identité iranienne préislamique, affaiblissement de l'influence du clergé. Le modèle d'Atatürk est clair. Mais il reste empereur avec un culte de la personnalité et il réprime les partis politiques de gauche (par peur du communisme et de l'URSS).

D'autre part, sa politique internationale se caractérise – comme on peut s'en douter – par une méfiance vis-à-vis des puissances impériales occidentales (surtout la Grande-Bretagne) et soviétique. En 1928, l'Angleterre en quête de ressources pétrolières et d'accès au détroit d'Ormuz (déjà) remet en cause la souveraineté iranienne sur Bahreïn. Reza Chah se tourne vers la Société des Nations mais n'obtient pas gain de cause, ce qui affaiblit son autorité. Il se méfie par ailleurs beaucoup de l'URSS pour son influence sur les communistes iraniens. Il fait arrêter cinquante-trois intellectuels accusés de soutenir l'URSS.

Enfin, en quête d'alliés contre la Grande-Bretagne et l'URSS, il se rapproche de l'Allemagne nazie. De nombreux techniciens allemands travailleront en Iran dans le domaine de l'armée, des mines et du pétrole. Reza Chah fut destitué en 1941 pour ces raisons suite à l'invasion anglo-soviétique d'août 1941 pour sécuriser les voies d'approvisionnement du

pétrole, nécessaire à la lutte contre l'Allemagne nazie. Il est forcé d'abdiquer en faveur de son fils, Mohammad Reza Pahlavi, et de partir en exil (ce qui sera également le sort de son fils Mohammad Reza en 1979).

### **L'Iran sous Mohammad Reza, de 1941 à 1979**

Je vais synthétiser en quelques traits le règne de Mohammad Reza, de 1941 à 1979, pour me concentrer sur les dynamiques politico-religieuses de la société iranienne associées aux tensions géopolitiques qui forment l'essentiel du livre. Mais il me fallait d'abord tracer le cadre temporel de ce siècle iranien, à l'interne comme à l'externe.

Il faudra attendre respectivement quatre et cinq ans pour que les troupes anglaises (1945) et soviétiques (1946) quittent l'Iran, ce qui signifie que le nouveau Chah est sous leur influence. Le parti communiste (le Tudeh) est autorisé, les islamistes s'organisent contre les premières réformes démocratiques et « anti-religieuses » (surtout concernant les femmes) du Chah. Les États-Unis gagnent progressivement de l'importance pour contrer les Britanniques et les Soviétiques. *C'est donc un système de tensions combinant les dynamiques internes* (dynastiques, religieuses, libérales, communistes, nationales-conservatrices) *et les dynamiques externes* (impérialismes anglais, soviétique et américain ; influences culturelles) *qui seront le toile de fond du règne de Mohammad Reza Chah.*

Le pétrole, bien entendu, sera un facteur de déstabilisation majeur, y compris la question du détroit d'Ormuz. L'Iran est tiraillé entre, d'un côté, la mainmise de l'impérialisme occidental, et, de l'autre, le savoir et le savoir-faire des Occidentaux dont le pays a besoin pour l'exploitation du pétrole. Ce dernier est une source d'énergie majeure dans cette moitié du XX<sup>e</sup> siècle en pleine croissance après la guerre. Le personnage-clé de ces tensions autour du pétrole est Mohammad Mossadegh (1882-1967), un homme d'origine aristocratique ayant eu une longue carrière politique (député, ministre...) avant la seconde guerre mondiale (il avait la double nationalité suisse et iranienne, étudié en Europe). Mossadegh devient le symbole du mouvement nationaliste iranien d'orientation laïque et cofonde le Front national iranien qui gagne les élections en 1950. Il devient premier ministre en 1951 et nationalise l'AIOC (« Anglo-Iranian Oil Company ») qui avait succédé à l'Anglo-Persian Oil Company (APOC) en 1935. Après avoir démissionné sous les pressions en 1952, il redevient premier ministre, veut se passer du Chah, sollicite le Tudeh (communistes) et se heurte aux religieux. Une alliance se crée entre le Chah et les religieux (dont Khomeyni, déjà). Mossadegh est renversé en 1953 par un coup d'État avec l'aide de la CIA.

Le pouvoir personnel de Mohammad Reza est alors renforcé, la censure rétablie et les élections étroitement contrôlées. La SAVAK (« Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale »), une police politique extrêmement répressive, est créée et ses membres reçoivent une assistance des Américains et des Israéliens. En même temps, *comme son père*, le Chah lance une modernisation « par le haut » impulsée par les USA. C'est « *la révolution blanche* » début 1960 qui suscite une violente opposition des religieux dont Khomeyni sera le fer de lance.

La « révolution blanche » (comme d'autres modernisations de ce type), qui a notre faveur d'Occidentaux modernes puisqu'elle va dans notre sens, est *une forme de colonialisme intérieur*, imposée par le pouvoir (impérial, urbain, occidentalisé) central aux populations traditionnelles rurales périphériques. Elle est de surcroît impulsée par les USA dans un contexte de prédation des ressources pétrolières iraniennes. Un phénomène semblable s'est produit en Afghanistan dans les années 1960, soit à la même période, avec le « retour » que l'on sait. Kaboul la moderne imposait des standards occidentaux aux ruraux traditionnels. Il en a résulté les Talibans (à la faveur des luttes entre Moudjahidines), tout comme la prise de pouvoir des mollahs en Iran. Les deux phénomènes sont à peu près contemporains. La Turquie, elle, est passée d'une modernisation autoritaire imposée par Atatürk (modèle des Pahlavi père et fils) à un retour de bâton religieux – rendu possible par le vote pour Erdogan des populations rurales anatoliennes pieuses ayant migré vers Istanbul.

Les auteurs du livre, tout à leur universalisme francocentré et à leur « ethnocentrisme démocratique » (Gauchet), me semblent ignorer ces tensions dans le cadre spécifique de l'Iran, mais qui existent ailleurs comme nous le venons de le voir. Ce qui ne signifie évidemment pas que je sois partisan de l'ancien régime, mais bien qu'il faut relativiser nos évidences « universelles » et anticiper leurs effets politiques.

Mais qu'est-ce que la « révolution blanche » ? Elle se décline sur plusieurs axes : importante réforme agraire (dont sera victime le clergé chiite, grand propriétaire terrien), nationalisation des forêts et pâturages, octroi du droit de vote aux femmes, participation des travailleurs aux bénéfices des entreprises, envoi des conscrits diplômés comme une « armée du savoir » pour alphabétiser les campagnes (comme les instituteurs turcs ou les « hussards de la République »).

La « révolution blanche » est plébiscitée par référendum en 1963, mais le clergé chiite s'y oppose farouchement, emmené par l'ayatollah Khomeiny qui souligne la corruption du régime et sa collusion avec Israël, les atteintes au droit de propriété et bien sûr le droit de vote des femmes. Une partie de l'extrême gauche, les Fedayin du peuple, opte pour la lutte armée contre le pouvoir de plus en plus autocratique du Chah. Ces deux oppositions vont à un moment donné joindre leurs forces, formant un « islamo-communisme » promis à un certain avenir en Iran et aussi, plus tard, en Europe occidentale. Mais, selon les auteurs, « la période qui suit 1963 est faste pour l'Iran » : boom économique, développement de l'industrie et des villes gonflées par l'exode rural. Le point culminant d'une certaine mégalomanie du régime sera les fêtes de Persépolis en 1971. Les inégalités s'accroissent, la démocratie est absente (le Chah promulguera le parti unique, le « Parti de la résurrection de l'Iran » en 1975), l'empire perse est ressuscité avec un nouveau Cyrus le Grand (Mohammad Reza). Une partie des intellectuels et du peuple rejette tout ce qui vient de l'Occident, l'impérialisme bien sûr, mais aussi la démocratie. Des intellectuels influents vont se tourner vers une *radicalisation antimoderne* qui finira par converger avec les islamistes « convertis » à la pensée des Frères musulmans, surtout Qutb.

Stéphanie Roza et Amirpasha Tavakkoli distingueront trois groupes qui constituent les « anti-lumières » entre 1963 et 1979. *Ce sont leurs forces conjuguées*, dans le contexte d'un régime de plus en plus dictatorial qui finira par promulguer le parti unique en 1975, *qui déboucheront sur la révolution islamique de 1979*. Il s'agit, pour reprendre les termes des auteurs, de « l'internationale islamiste » inspirée des Frères musulmans, des intellectuels partisans d'une « révolution conservatrice », et, *in fine*, de l'extrême gauche plurielle (« staliniens, guérilleros et islamo-marxistes »).

### Forces en présence avant 1979 : les islamistes

Le chapitre consacré à l'islamisme iranien dont le projet aboutira à la révolution de 1979 est le plus instructif à mes yeux. Il documente clairement que l'objectif politique et les fondements idéologiques du mouvement islamiste ne prônent pas le retour au *statu quo ante*, celui de la société d'avant les révolutions « constitutionnelle » (1905) et « blanche » (1963). Mais bien *un projet révolutionnaire* sous l'influence des Frères musulmans égyptiens, confrérie fondée en 1928 par Hassan al-Banna, le grand-père de Tariq Ramadan. J'avais déjà souligné en novembre 2001, deux mois après les attentats du World Trade Center, les parentés entre *les islamismes* sunnite et chiite, moyen-orientaux et asiatiques.

Il s'agit bien d'une internationale qui a pour vocation de faire régner l'islam sur la terre entière, de transformer « l'Humanité en Oumanité » (l'Oumma étant la communauté des croyants) comme je l'écrivais à l'époque. Et, tout comme je l'avais également pointé, cet islam politique a de profondes affinités avec les totalitarismes européens du XX<sup>e</sup> siècle. Ajoutons que ce livre documente non seulement les « affinités électives » entre islamisme et nazisme, mais également les liens concrets qui furent établis entre ces deux mouvements politiques anti-démocratiques, et, plus profondément : antimodernes et antisémites – les Juifs étant perçus comme la cause profonde de la décadence moderne.

L'historique de ce projet politique en Iran, auquel n'adhère pas tout le clergé dont une partie est quiétiste, est finement analysé par les auteurs et c'est un des grands intérêts de ce livre. Ils soulignent qu'après les politiques modernisatrices des deux souverains Pahlavi, sous l'influence de l'Occident, le retour vers le passé est impraticable. « Les mollahs se sont retrouvés dans la nécessité de proposer des réponses nouvelles à des circonstances nouvelles » selon les auteurs. Il s'agit d'un mouvement *réactionnel*, à la fois antimoderne et révolutionnaire, tout comme *mutatis mutandis* les mouvements parents en Europe, visant à « l'instauration d'un État islamique et l'application de la charia ». Une « rétrotopie ».

Selon les auteurs, en effet, « l'islamisme en général, et l'iranien en particulier, appartient de plein droit à la même famille idéologique que l'extrême droite européenne ». Il n'est d'ailleurs pas imperméable à l'influence occidentale de mouvements similaires, ce qui se vérifiera concrètement par des liens idéologiques, des traductions d'ouvrages (comme, entre autres, *Mein Kampf*, *Les Protocoles des Sages de*

*Sion* ou *L'homme cet inconnu* d'Alexis Carrel, prix Nobel de médecine en 1912), ainsi que des collaborations effectives. Roza et Tavakkoli affirment dès lors que « le fondamentalisme islamique est un produit de la modernité », ce qui est aussi l'analyse de Marcel Gauchet (curieusement jamais cité dans ce livre), notamment dans « Les ressorts du fondamentalisme islamique ». Ou plutôt, selon le philosophe-historien-sociologue, « une voie d'entrée à reculons dans la modernité », un alliage paradoxal.

C'est donc un produit hybride dans le sens où il est à la fois un rejet de la modernité (métaphysique, sociétale et politique), et une inspiration de celle-ci, notamment dans l'organisation politique, les techniques de propagande, etc. Les Frères musulmans deviennent un mouvement de masse et Hassan el-Banna, son fondateur, est désigné par le terme de « Guide » (équivalent exact de *Führer*, *Duce*, *Voïd* ou *Conducator*) au sommet de la pyramide hiérarchique. Terme que l'on retrouvera dans la structuration politique de l'Iran islamiste avec « Guide de la révolution ».

Hassan el-Banna fait explicitement l'éloge de Hitler et de Mussolini, de leur « esprit guerrier et conquérant », et s'inspire des mouvements de masse, notamment de la jeunesse en uniforme, et même d'un « appareil militaire secret » composé d'une élite idéologique et guerrière calquée sur la SS. Comme nous l'avons vu, l'antisémitisme (et pas seulement l'antisionisme) est présent dès Hassan el-Banna. Des liens directs existeront avec les Frères, qu'ils soient financiers ou des relais de la propagande nazie sur les Juifs, notamment des caricatures issue du journal nazi *Der Stürmer*. Notons que l'on retrouve une problématique similaire dans l'Inde de Narendra Mohdi, avec le mouvement paramilitaire RSS, « Corps des volontaires nationaux », dont l'un des anciens membres, Nathuram Godse, fut l'assassin de Gandhi en 1948.

Enfin, les Frères entretiendront des liens étroits avec le grand mufti de Jérusalem, Mohammad Amin al-Huseini, allié des nazis dans la lutte contre le sionisme et « la juiverie mondiale » qui finira par trouver refuge à Berlin en 1941 où il rencontra Hitler, fut informé du projet de génocide des Juifs et anima *Radio Zeesen* qui diffusa de la propagande antisémite à destination du monde arabe de 1939 à 1945. Ajoutons que, en 1947, le mufti « fut nommé président des Frères musulmans en Palestine, et adjoint direct d'al-Banna ».

Une place particulière doit être réservée à Sayyid Qutb, surnommé « le Karl Marx » des islamistes (Lénine serait plus juste). Je lui ai consacré un long article sur *Routes et déroutes*, une recension du livre d'Olivier Carré, *Le Ceoran des islamistes*, auquel le lecteur peut se référer. Selon les auteurs, si Hassan al-Banna est le fondateur des Frères musulmans, Sayyid Qutb en est « l'intellectuel organique » qui radicalisera la doctrine d'al-Banna. Il devient une « référence incontournable » des Talibans et des fondateurs d'Al-Qaïda, mais aussi de Khomeïni et de son entourage.

Contrairement à Hassan al-Banna, Sayyid Qutb a une connaissance de la culture occidentale (il a voyagé aux USA), notamment de sa tradition antimoderne (de Maistre, Burke, Spengler, Carrel...). Pour lui, la

civilisation occidentale moderne est la *jāhiliyya*, la barbarie, ainsi que « tout ce qui n'est pas musulman dans le monde musulman », soit les « faux musulmans ». Un antisémitisme et un antisémisme virulents (il a publié *Notre combat contre les Juifs* en 1950) s'y associent dans sa doctrine, les Juifs étant, comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, considérés comme étant à l'origine de toutes les idéologies modernes.

Les relais de Sayyid Qutb et des Frères musulmans seront nombreux dans la sphère islamiste en Iran, dans le contexte de spécificités du chiisme (les Frères musulmans sont sunnites), notamment la propension au martyre hérité du massacre de Kerbala (Hossein, petit-fils du prophète, est assassiné en 680 à Kerbala par les troupes du calife omeyyade Yazid) qui est aux origines du chiisme. Mais également le thème de « l'imam caché » qui, pendant toute la période d'occultation, délègue les gouvernements temporels. Ceci n'empêche nullement, bien au contraire, l'influence des Frères et de Qutb, et cela dès la création des *Fedayin de l'islam* iraniens, fondés par Navvab Safavi en 1945.

Il s'agit d'un groupe de combattants violents et terroristes dans le cadre d'un *jihad* contre les autorités impies, qui procéderont à de nombreux assassinats (dont celui du premier ministre et du ministre de la culture en 1951, et une tentative d'assassinat du Chah). Savafi, avant d'être arrêté et exécuté en 1956, établira des contacts importants avec Qutb lors d'un congrès panislamiste qui s'est tenu en Jordanie en 1953. Au retour, il rebaptise son mouvement les Fedayin de l'islam en *Al-Ikhwān al-Muslimūn*, ce qui signifie tout simplement... les Frères musulmans. Les œuvres de Qutb seront traduites en persan, notamment par Ali Khamenei – le Guide suprême tué en 2026 par l'armée américaine – qui commença sa carrière politique auprès de Safavi.

Tout comme Safavi, Khomeiny développait une idéologie proche des Frères musulmans avant de les avoir lus, ce qui signifie que des causes structurelles semblables produisant des effets similaires existaient avant leur convergence de vue (on peut dire la même chose de Muhammad Ilyas qui crée le Tabligh en 1927 et Mawdoudi le *Jamaat -i islami* à la même époque dans l'Empire britannique des Indes). Après la mort de Safavi en 1956, Khomeiny devient Guide des Frères musulmans iraniens. Il s'impose progressivement – après avoir gravi les échelons de la hiérarchie chiite jusqu'à *ayatollah* – comme le leader du mouvement d'opposition religieuse à la « révolution blanche », et donc au Chah. Son programme politique est antidémocratique, consigné dans un livre publié en 1971, *Le gouvernement islamique*. En l'absence de l'imam caché, le pays doit être dirigé par le *faqih*, le religieux le plus savant. Il s'agit donc d'un pouvoir politique radicalement hétéronome (sous la loi de Dieu) dans la lignée de Qutb, avec une rhétorique anticolonialiste, révolutionnaire et antisémite. Khomeiny sera arrêté et emprisonné, puis exilé (Turquie, Irak, France). Il reviendra en 1979 pour être plébiscité. Pourquoi donc ?

### **Les révolutionnaires « conservateurs »**

C'est ici qu'un autre groupe d'acteurs entre en scène, qui a pour point commun d'être antidémocrate (opposés au gouvernement de la société

par elle-même) et anti-occidental (adversaires de l'Occident impérialiste et sécularisé), mais pour des raisons en partie différentes de celles des islamistes. Toute la question est, dès lors, de savoir pourquoi ce sont les religieux qui ont emporté la mise, et, bien sûr, ce qui motive ce fond commun. Un peu comme si, en Europe, les mouvements antimodernes des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles s'étaient retrouvés sous la houlette du pape, ou d'un évêque luthérien, pour finir par imposer la Loi révélée de Dieu comme principe organisateur de la société – au politique comme au sociétal. Ce ne fut pas le cas, et *c'est en cela que le miroir est déformant*.

Divers intellectuels antimodernes eurent un fort retentissement en Iran dans la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle. Les auteurs dressent leurs portraits et montrent leur influence. Ils sont, eux aussi, en lien avec la droite ou l'extrême-droite européenne et en phase plus ou moins complexe avec le chiisme. Ils combattent « l'intoxication occidentale » ou *occidentalite* (Farid et Al-e Ahmad), et exaltent l'âme iranienne ancestrale. Ce sont des « identitaires » ou des « nativistes » iraniens nostalgiques d'un monde perdu, mais comme laïques et non en tant que membres du clergé.

Les plus importants sont Fardid (1901-1994), Al-e Ahmad (1923-1969) et Shariati (1933-1977). Comme le montrent les dates, un seul, Fardid, connaîtra la révolution de 1979, mais tous créeront un climat favorable à la révolution islamiste anti-occidentale. Il est instructif de noter que leurs référents européens sont à la fois des penseurs antimodernes de droite (Spengler, Jünger, Heidegger) et des intellectuels anti-impérialistes de gauche (Marx, Fanon, Sartre et même Camus). Ce phénomène n'est pas isolé dans les pays dits du « Sud » (voir, par exemple, Alexandre Douguine en Russie qui associe extrême droite identitaire orthodoxe et anti-impérialisme... occidental). Dans l'autre sens, pensons à l'exaltation de Michel Foucault pour la révolution islamiste de 1979.

Fardid, surnommé « le Heidegger iranien » est un ami de l'orientaliste français Henri Corbin qui a lui-même traduit Heidegger. Il a voyagé en Europe, fréquenté la Sorbonne et l'université de Heidelberg, enseigné à l'université de Téhéran à partir de 1968 (à 67 ans, donc). Puis Fardid embrasse la cause de Khomeiny et se rallie au nouveau régime en 1979. Il forme des penseurs « heideggériens musulmans » (certains occuperont des fonctions élevées dans l'appareil du régime) avant de mourir isolé en 1994. Il était une sorte de « chaman-philosophe » qui faisait forte impression dans son séminaire par sa parole invoquante et non par l'écrit qui « trahissait sa pensée » (un peu à la manière de Lacan, comparé à un chaman par Claude Lévi-Strauss, également inspiré par Heidegger). Il reprend dès lors la thématique centrale de Heidegger sur « l'oubli de l'être » par la métaphysique européenne et le discours de la technique, adaptés à la situation iranienne. On y trouve une critique de « l'ontologie occidentale » qui n'est pas sans rappeler les jugements de Descola sur « l'ontologie naturaliste ». Et, bien évidemment, l'idéologie décoloniale. Fardid saluera la révolution islamiste comme Heidegger la victoire nazie.

Al-e Ahmad, lui, est un ancien marxiste qui a été membre du comité central du Tudeh, le parti communiste iranien. Son parcours intellectuel, selon les termes des auteurs, va « de Karl Marx à Ernst Jünger ». Après le Tudeh, il ralliera le parti de Mossadegh dans les années 1950. L'échec du projet libéral de Mossadegh l'éloignera de l'Occident. Il va « se tourner vers l'Iran profond, entreprenant des études anthropologiques dans les campagnes » (un peu comme les populistes russes allaient chez les moujiks pour retrouver « l'âme russe »).

C'est Al-e Ahmad qui publiera en 1962 un livre titré *L'occidentalite*, concept emprunté à Fardid. Le livre aura un grand succès et, écrivent les auteurs, « a réellement popularisé la critique radicale de l'Europe et l'idée d'un retour à la religion comme élément central de l'identité iranienne ». Il rejoindra les idées de l'écrivain allemand Ernst Jünger, influencé par Heidegger, exprimées dans *Passage de la ligne* en 1950 : « Il décrit l'époque moderne comme essentiellement marquée par l'effondrement de toutes les valeurs traditionnelles, lié à la domination sans partage de la technique, et donc l'apogée du nihilisme ». La matrice de pensée est structurellement la même que celle de Fardid et rejoint celle des islamistes.

Shariati, lui, est marqué par une pensée progressiste et anticapitaliste, voire anticléricale (en ce qui concerne le clergé traditionaliste, mais pas le révolutionnaire), d'où le nom de « chiisme rouge ». Ce qui aboutira à une alliance « rouge-verte » que l'on retrouvera plus loin. Il fut considéré comme « le père intellectuel de la révolution iranienne » qu'il ne verra pas de son vivant (il est mort en 1977). Comme Fardid, il a voyagé en Europe et étudié en France (sociologie et islamologie), où il a été en contact avec des intellectuels de gauche anticoloniaux, comme Sartre ou Frantz Fanon dont il traduira *Les damnés de la terre* en persan. Mais il traduira aussi des textes du médecin raciste et eugéniste, par ailleurs devenu membre du parti fasciste de Doriot en 1937 (le Parti populaire français) et collaborateur du régime de Vichy, le prix Nobel de médecine Alexis Carrel, auteur de *L'homme cet inconnu* qui inspira Sayyid Qutb.

Nous retrouvons une alliance « rouge-verte-brune » (pour continuer dans la gamme chromatique) des antimodernes et anti-occidentaux situés aux extrêmes du spectre politique, selon nos critères européens actuels (avec de nombreuses nuances que je ne peux détailler ici). Shariati finira sa vie active comme orateur au « centre culturel et religieux de Hosseiniyeh Ershad » à Téhéran, un « institut de réislamisation » selon les auteurs. Il meurt finalement en exil en 1977, peut-être assassiné par la SAVAK. Le destin, l'action et l'idéologie de Shariati font le lien avec le troisième acteur *interne* de la révolution islamiste : la gauche radicale iranienne. On notera déjà *qu'aucun des intellectuels cités n'a rompu avec l'islam*, considérant bien, au contraire, que le chiisme était le cœur de « l'identité native » de l'Iran et le meilleur rempart contre *l'occidentalite*. Il en sera de même pour la gauche marxiste, contrairement à la situation européenne.

### « Staliniens, guérilleros et islamo-marxistes »

On retrouve en effet un phénomène semblable à l'extrême gauche marxiste du spectre politique, la gauche social-démocrate étant absente (sinon Chapour Bakhtiar, dernier premier ministre du Chah, volontaire des brigades internationales, combattant et résistant en France, assassiné par le régime en 1991). L'échec du projet de Mossadegh, puis la politique répressive de Mohammad Reza et l'instauration finale du parti unique en 1975 empêchent toute vie parlementaire et suscitent les extrêmes à gauche, souvent violents. De plus, cette gauche s'avèrera impuissante à contenir le raz-de-marée khomeyniste, et certains (Tudeh, Fedayin du peuple) apporteront leur soutien à la révolution de 1979.

Comment une opposition marxiste peut-elle apporter son soutien à l'avènement d'une théocratie ? Ou, comme les Moudjahidines du peuple dans les années 1970, être les promoteurs d'une « synthèse » entre marxisme et islam chiite ? Ce sera en tous cas le dernier facteur qui permet de comprendre « comment le pays a fini par tomber, comme un fruit mûr, dans l'escarcelle de Khomeyni » écrivent les auteurs.

Notons d'abord que cette gauche est à la fois violemment réprimée par le régime de Mohammad Reza (bien davantage que les religieux dont le poids, le prestige dans la société « profonde » sont considérables) et très éclatée en groupes rivaux. Elle est par ailleurs principalement composée d'intellectuels et d'étudiants, très peu implantés dans la société. Enfin et surtout à mes yeux, « un grand nombre de marxistes iraniens se sont révélés incapables de s'arracher à la culture islamique » ou à « l'islam contextuel » (selon le sociologue Abdolrahim Javadzadeh).

Comme le soulignent les auteurs : « *aucun* groupe ni intellectuel marxiste n'a jamais procédé à une critique approfondie et systématique de l'islam, comparable à la critique du christianisme et du judaïsme à laquelle de nombreux intellectuels radicaux se sont livrés en Occident » (depuis le siècle des Lumières ; les auteurs soulignent). Et ils ajoutent, « *la sortie de la religion* n'a, pour ainsi dire, jamais été une option au sein de la gauche radicale en Iran » (c'est moi qui souligne). Ce facteur peut tout autant expliquer l'attitude plus bienveillante du Chah à l'égard des mollahs.

En d'autres mots et pour paraphraser Marcel Gauchet (dans *Le désenchantement du monde*), « l'islam n'est pas la religion de la sortie de la religion » et même les marxistes restent sous son emprise. L'intériorisation de l'éthique islamique dans les groupes de gauche radicale est profonde : culte du martyr, séparation des sexes, croyances et pratiques patriarcales... Les dénominations elles-mêmes, comme *Fedayin*, *Moudjahidine* (du mot *jihad*), renvoient au sacrifice et au martyr. Ce fut aussi le cas du Tudeh (parti communiste « officiel ») qui, dès la fin des années 1920, a « inventé » et théorisé la notion d'islamo-communisme en prônant une alliance, au moins stratégique, entre communistes et islam nationaliste (l'islamisme n'existait pas encore) « contre le cauchemar capitaliste ». En 1979, les dirigeants du Tudeh et les Soviétiques pensaient « pouvoir manipuler les mollahs à leur guise ».

Les Moudjahidines du peuple, eux, allèrent plus loin, et prônèrent comme nous l'avons vu (mais exprimé ici en d'autres mots) une « synthèse entre romantisme religieux et critique du capitalisme », ce qui ajoute une dimension spirituelle à l'économicisme marxiste. Notons que le terme « islamo-marxisme » était aussi utilisé en Iran dans les années 1970, notamment par le pouvoir et la SAVAK, puis par des militants de gauche eux-mêmes. Il finit par être utilisé par tous, pouvoir et opposition, pour désigner les Moudjahidines du peuple. Leurs leaders furent exécutés en 1971-1972, mais ils eurent un impact considérable sur la gauche qui « se réclamait du marxisme et de l'islam progressiste », avec la glorification du martyr. Beaucoup de choses seraient encore à dire sur cette frange « islamo-marxiste » de la gauche iranienne, qui sera victime de Khomeyni.

### **L'impossible démocratie iranienne**

Que le lecteur ne s'y trompe pas : nous n'allons pas ici « insulter l'avenir » et nous complaire dans un culturalisme figé. Ce texte, déjà très long, s'arrête au seuil de la révolution islamique de 1979 (ce qui n'est pas le cas du livre). Mon objectif, sur base de l'ouvrage très instructif de Stéphanie Roza et d'Amirpasha Tavakkoli, est de comprendre les ressorts profonds de cette révolution, de l'avènement d'un régime qui règne depuis quarante-sept ans et qui a sombré dans la terreur en massacrant sa population, passant d'un « régime des mollahs » au règne prétorien des Gardiens de la révolution sous les bombes américaines et israéliennes. Le destin iranien (avec quelques bouffées d'espoir rapidement trahies) ressemble à ceux d'autres pays de l'arc islamique, à commencer par la tragédie afghane et l'échec quasi total des « printemps arabes » (dont la Tunisie). Il y a peut-être un point commun.

Tout d'abord, l'Iran n'a jamais été colonisé par l'Occident (tout comme la Chine, la Turquie, l'Afghanistan ou la Russie), mais le pays-empire a subi son impérialisme économique (parfois à sa demande, par manque de ressources internes) et la dominance culturelle associée. Le processus d'avènement de la démocratie, soit le gouvernement de la société par elle-même hors garant religieux, n'y est pas un phénomène *endogène* mais bien d'inspiration *exogène*, et il a échoué en grande partie pour cette raison. Il est passé d'une dynastie royale-impériale à une théocratie, sans même connaître une brève phase « démocratique » comme en Russie ou en Chine. Un Autre et son ombre – Roi, Empereur ou signe d'Allah – a continué d'y régner de diverses manières et dans la division, malgré l'espérance de cet Un caché, tel l'imam du chiisme.

Par ailleurs, tous les opposants au régime du Chah, sauf les libéraux et sociaux-démocrates (dont Chapour Bakhtiar) qui ont échoué avec Mossadegh, ont soutenu la révolution islamique qui a reçu un accueil triomphal avant de rapidement « dévorer ses enfants », notamment dans la guerre contre l'Irak. La religion islamique, qu'elle soit quiétiste ou révolutionnaire, a maintenu son emprise, même chez les marxistes pourfendeurs en principe de « l'opium du peuple ». Et cela, c'est une problématique endogène : « *la sortie de la religion n'a jamais été une option* » écrivent les auteurs. En effet. La question est dès lors de savoir pourquoi ce qui a été possible en Europe, dans un processus historique

certain complexe, tortueux et meurtrier, ne l'a pas été en Iran ni dans les pays qui l'entourent à l'heure où nous écrivons ces lignes.

À cela, les auteurs n'apportent pas de réponse, car ils ne semblent pas se poser la question, dans un ouvrage par ailleurs plus que bienvenu et documenté, mais dont l'analyse en miroir de la France et volontairement binaire nous paraît, si nous avons bien lu, manquer l'essentiel : la question spécifique de l'islam et de la démocratie comme sortie de son Ombre. De grands esprits français avaient aussi cédé à l'illusion. La déclaration de Khomeiny en 1979 sur « ce terme occidental » était pourtant sans ambiguïté sur le sujet.

Bernard De Backer, août 2026

### **Addendum**

Il me semble utile de rappeler quelles furent les premières mesures prises par le pouvoir islamique dès 1979. Elles étaient en opposition totale avec ce qu'affirmait Khomeiny lors de son exil en France. Déclarations qui ont embobiné plus d'un journaliste et intellectuel, notamment Sartre et Foucault qui « voyaient en lui un nouveau Gandhi ». Ils se firent abuser par ses déclarations à la presse occidentale (et par sa rhétorique tiers-mondiste pour ceux « de gauche ») sans investiguer son passé, qui ne laissait pourtant guère de doutes sur ses intentions.

Tout d'abord, « une série de mesures directement inspirées par Khomeiny sont prises sans délai concernant les femmes » (source Tristan Leoni, *La révolution iranienne*, Entremonde, 2019) :

- interdiction pour les femmes d'accéder à la magistrature ;
- licenciement des femmes travaillant dans l'armée ;
- restauration du droit plein et entier à la polygamie ;
- rétablissement du droit « traditionnel » à la répudiation en lieu et place du divorce et limitation du droit de garde des enfants pour les mères ;
- âge minimum légal au mariage abaissé à 13 ans pour les filles et à 18 ans pour les garçons ;
- interdiction de l'avortement et de la pilule contraceptive ;
- interdiction pour les femmes mariées d'accéder aux écoles normales ;
- fin de la mixité dans les établissements scolaires, la scolarité obligatoire des filles n'est obligatoire que jusqu'à l'âge de 8 ans ;
- interdiction de la mixité dans le sport et sur les plages (des femmes sont fouettées pour avoir nagé dans la mauvaise section) ;
- interdiction faite aux femmes de fumer dans la rue ;
- rétablissement de la peine de mort (par lapidation) pour les femmes adultères (les hommes seront plus fréquemment condamnés au fouet).

L'année de la révolution paraissait par ailleurs en France un livre intitulé *Principes politiques, philosophiques, sociaux et religieux de l'ayatollah Khomeiny*, Hallier/Libres, 1979. Il était composé de citations extraites de livres de Khomeiny. Ses projets sur plusieurs sujets fondamentaux y sont écrits noir sur blanc. Retenons sa conception du pouvoir politique :

Le gouvernement islamique est soumis à la loi de l'islam qui n'émane ni du peuple ni de ses représentants, mais directement de Dieu et de sa volonté divine (...) En islam, gouverner signifie uniquement mettre à effet les lois coraniques, autrement dit les lois divines. Ces lois doivent être obéies et exécutées par tous, sans exception, et sans contestation.

La guerre sainte signifie la conquête des territoires non musulmans (...) le but final est de faire régner la loi coranique d'un bout à l'autre de la terre.

Quelques semaines après le référendum ayant ratifié (à 99,3% des voix) la République islamique est créé le Corps des Gardiens de la révolution islamique, une organisation paramilitaire dépendant directement de Khomeiny. Ses membres, les *pasdarans*, feront vite régner la terreur. Ils sont au pouvoir en 2026 et détiennent une bonne partie de l'économie.

### **Sources**

Roza Stéphanie, Tavakkoli Amirpasha, *Lumières et anti-Lumières en Iran. Un siècle de luttes politiques*, PUF [Questions Républicaines], 2026

Finkielkraut Alain avec Stéphanie Roza et Christian Jambet, « L'Iran hier et aujourd'hui », *Répliques*, 2 mai 2026

Finkielkraut Alain avec Ferghane Azihari et Ghaleb Bencheikh, « La question de l'islam », *Répliques*, mars 2026

Gauchet Marcel, « Les ressorts du fondamentalisme islamique », *Le Débat*, mai-août 2015

Gauchet Marcel, « Le fondamentalisme islamique est le signe paradoxal de la sortie du religieux », interview dans *Le Monde* du 21 novembre 2015

Javadzadeh Abdolrahim, *Marxists into muslims : An iranian irony*, Thèse de doctorat, Université de Floride, 2007

Leoni Tristan, *La révolution iranienne*, Entremonde, 2019

Lerat Julie, « Les gardiens de la révolution – Les maîtres de l'Iran », *Arte*

Shayegan Daryush, « Heidegger en Iran », *Le Portique*, 18 | 2006

Vidéo de l'accueil de Khomeiny à Téhéran en 1979

**Sur *Routes et déroutes*** (avec bibliographies associées)

Vies et combats de Sayyid Qutb, juillet 2022

Moderne sans être occidental, 8/2016 dans *La Revue nouvelle*

L'hindouisme politique au travail, 8/2015

La démocratie ne promet pas le paradis, *Imagine* (novembre 2001) et *La Revue nouvelle* (mai 2015)